

## LE COMBAT POUR LA CULTURE LES PROBLEMES DE L'ALPHABETISATION (1963)<sup>1</sup>

Remarques préliminaires.

Il ne se passe pratiquement pas de jour depuis l'indépendance, et singulièrement depuis deux mois sans que soit jetées dans le domaine public toutes sortes de manifestes au sujet de la lutte contre l'analphabétisme, à travers presse, radio, conférences ou communiqués, qui émanent des sources les plus diverses : privées, officieuses ou officielles. Voilà au moins qui présente un double mérite : celui du très légitime souci général de mettre l'accent sur une question véritablement essentielle ; celui de contribuer à la création d'un véritable "bouillon de culture", -avec ou sans jeu de mots-, mobilisant les esprits. On ne saurait trop s'en féliciter.

Mais, (car il y a un grand mais) les bonnes intentions n'ont jamais résolu les problèmes ; au contraire il arrive qu'elles les voilent. De quoi s'agit-il en effet ? La plupart du temps, on parle à tort et à travers non seulement pour donner libre cours à de généreux sentiments, qui sont parfois des idées, mais pour n'être pas battu de vitesse par le voisin, pour surenchérir sur lui ; la logomachie de la sorte se donne tous les pouvoirs et croyant confisquer la connaissance va même jusqu'à accuser gouvernement et assemblée de temporisation et de réticences. Or ce boyscoutisme qui ignore sa propre démagogie au nom de sa bonne foi traduit à l'examen sa singulière incompetence. Tout se passe, à l'exception de quelques cas particuliers, comme si l'on faisait de l'alphabétisation quelque chose d'extrêmement simple : il suffirait de s'y mettre comme cela, du jour au lendemain. Car on croit fermement, le plus souvent, qu'alphabétiser c'est apprendre à lire et à écrire ; en foi de quoi on réclame des classes, on mobilise des maîtres et on s'étonne même que les pédagogues n'aient pas encore inondé le marché de leçons modèles ou que les ondes ne soient pas encore devenues le magister national. On lance des slogans repêchés çà et là : «que celui qui sait lire et écrire apprenne à celui qui ne sait pas !» ; on s'institue alphabétiseur et l'initiative privée tourne sans vergogne les moulins à vent de sa précipitation. Quand on ne se préoccupe pas tout bonnement, par souci d'efficacité, de restaurer les "cours d'adultes" : ces chers vieux cours d'adultes qui n'ont jamais servi, quel qu'ait été le dévouement des maîtres (ils ne

---

<sup>1</sup> LE COMBAT POUR LA CULTURE. LES PROBLÈMES DE L'ALPHABÉTISATION. Alger 1963

cherchaient pas tous à arrondir leur mois par quelques heures supplémentaires), qu'à entretenir le mythe du colonialisme "civilisateur". Sans pour autant réduire le nombre des analphabètes... La lutte contre l'analphabétisme suscite alors une armée...du Salut, quand elle a besoin d'une armée de militants. Elle fait appel "à votre bon cœur Messieurs-Dames", quand ce dont elle a besoin, c'est de rationalité et de science, c'est-à-dire de révolution. Pourquoi l'alphabétisation n'est-elle entreprise, n'est-elle réussie que dans les seuls pays socialistes ? Il faut se poser cette question, si l'on veut obtenir une réponse correcte : lutter contre l'analphabétisme c'est poursuivre la révolution. C'est la révolution elle-même sous un de ses aspects fondamentaux.

Essayons de voir pourquoi.

### I La signification de la lutte.

Quel est le but de l'alphabétisation ? C'est peut-être ce que l'on se demande le moins, tant cela paraît aller de soi et tant on est pressé de spéculer sur les moyens. Il s'agit en effet premièrement de faire lire et écrire ceux qui ne savent pas ; il s'agit de "faire enfin l'école" à cette foule considérable d'adultes (on range, notons le, en général dans cette catégorie tous ceux qui sont compris entre 8 et 80 ans !) qui n'en a jamais bénéficié. Autrement dit, en pays ex-colonial surtout, il s'agit d'ouvrir à la quasi-totalité de la population ce minimum d'accès à la culture que sont lecture et écriture. Voilà qui est évident : on liquide le colonialisme sur le front de l'instruction. Bien. Mais ce n'est pas une fin en soi. Car d'une part ce front n'est pas "séparé", d'autre part, l'entreprise est si gigantesque que l'on ne peut procéder n'importe comment. Par où apparaissent deux nouvelles significations de la lutte.

L'analphabétisme c'est la forme que prend le sous-développement sur le plan culturel, on le sait de reste<sup>2</sup>. Et la décision de sortir du sous-développement qui s'appelle guerre de libération d'abord, révolution ensuite, impose nécessairement d'en finir avec l'analphabétisme. Afin de libérer l'homme sur le plan culturel (lire et écrire), comme sur le plan politique (indépendance) ou sur le plan économique (suppression des anciennes structures de vassalisation). Libérer l'homme c'est-à-dire le désaliéner, l'élever aux responsabilités nouvelles qui seront les siennes en lui permettant de former son jugement et de participer effectivement à la vie publique.

---

<sup>2</sup> Cf. "Le combat pour la culture", dans *El Moudjahid*, n° 110 et 111.

Sans doute peut-on déplorer, et, à juste raison, l'on ne s'en prive pas, que les écrivains en Algérie n'aient pas de lecteurs, ni, non plus, ce qui est plus grave, la presse ; mais il y a bien pire encore : peut-on parler de démocratie, de gouvernement du peuple par le peuple, lorsque précisément ce peuple n'a même pas accès aux plus élémentaires moyens d'information ? Lorsque précisément ce peuple n'a pas précisément accès aux plus élémentaires moyens de formation ? Lire et écrire prend alors ici un sens infiniment plus profond : celui de l'insertion irréversible des masses dans le processus révolutionnaire et dans le contrôle conscient de leur destin.

C'est pourquoi aussi, en situation de développement accéléré, en situation révolutionnaire, l'alphabétisation ne peut se faire n'importe comment ni par n'importe qui. La préoccupation pédagogique se confond avec la préoccupation politique. Il ne suffit pas de dire que l'adulte ne peut être enseigné comme l'enfant et qu'il convient d'adapter les méthodes à une psychologie différente de celle de "bébé fait dodo" (en n'importe quelle langue), parce que, cela, le colonialisme le savait déjà et parce que, le sachant, il n'a rien fait. Il ne pouvait rien faire. Par définition. L'enseignement n'a pas seulement à voir avec les maîtres, n'a pas seulement à voir avec les bonnes volontés ; il a à voir avec la révolution et le dynamisme mobilisateur que requiert l'instauration d'une société nouvelle. On ne s'en tirera donc pas avec des idées toutes faites, ni des schémas ; il faudra inventer et inventer audacieusement en fonction d'une réalité spécifique où connaissance et volonté doivent se mettre à l'œuvre avant le sentiment.

On dira : tout ceci est connu, l'énorme tâche de l'alphabétisation suppose l'existence d'un dynamisme continu. Et l'on ajoutera en baissant le ton : mais s'il n'est pas ce qu'il devrait être ? Et alors ? Va-t-on, sur la foi de cette constatation morose, se croiser les bras ou abandonner l'affaire à l'anarchie des initiatives privées ? Ce serait avoir la vue bien courte. Pour deux raisons.

-La première : quand décidera-t-on que le fameux dynamisme est suffisant ? Il faut croire au miracle ou au don de Dieu...

-La seconde, plus importante : on oublie l'interaction des différents facteurs à l'œuvre dans cette totalité complexe qu'est une révolution. L'alphabétisation, qui suppose le mouvement, est aussi principe de mouvement et source de dynamisme. Objet de révolution, elle peut aussi révolutionner et, à son plan, contribuer à la nécessaire mobilisation.

A moins que l'on ne renonce à la révolution ; à moins que l'on ne renonce au socialisme...

## II Les conditions

Dans l'hypothèse la plus positive, celle d'une lutte conséquente contre l'analphabétisme, il semble que plusieurs racines puissent se laisser mettre à jour, eu égard à la question : quels fondements sont présumés pour la lutte ? On peut, pour des raisons de clarté, énumérer les quatre conditions suivantes :

### 1° Psychologiques.

Il s'agit d'aller à contre-courant des séquelles que le colonialisme, une fois même la décolonisation objectivement réalisée, ne manque pas de laisser dans les esprits, car le domaine de la culture véhicule, comme tout autre, nombre de préjugés. Parmi ceux qui doivent ici retenir notre attention, et qui naturellement ne sont pas particuliers à l'Algérie, on trouvera :

- chez l'analphabète : outre la réticence à s'avouer comme tel, les difficultés inhérentes à cette "condition" vécue comme infamante et le risque d'infantilisation qu'il croit courir à se voir conférer le statut d'élève.
- chez l'alphabétiseur : le complexe peut revêtir deux aspects, selon que l'individu puisera un sentiment quelconque de supériorité dans la condition du maître, surtout si elle est due aux circonstances, ou selon la plus ou moins grande humilité qu'il éprouvera à jouer un rôle pour lequel il ne se croyait pas fait.

Dans tous les cas sont nécessaires les explications qui confèrent à l'alphabétisation la valeur d'un devoir réciproque liquidant tous les préjugés attachés au rapport enseignant-enseigné, car il ne s'agit pas de cela : l'alphabétiseur sera aussi bien un instituteur de métier qu'un étudiant ou un ouvrier et même, très souvent, un enfant du cours moyen mis à la disposition d'une famille paysanne.

### 2° Economique.

La campagne d'alphabétisation étant partie d'un ensemble, celui, répétons-le, du processus de développement, ne peut être déclenchée en vertu d'une décision absolue. Elle est soumise à ce minimum de dynamisation qui naît de démarrage des nouvelles structures économiques : réforme agraire et industrialisation. Parce que celles-ci lui fournissent sol et objet, à travers une politique de l'emploi. Ventre affamé

ne se préoccupe pas de l'école, si l'on peut dire. C'est pour avoir compris cette vérité, cette subordination des ordres de priorités que les cubains ont réussi, "l'année de l'éducation" ayant succédé à celles de la "libération" (59) et de la "réforme agraire" (60) qui mirent en place les structures de base. C'est pour avoir voulu aller trop vite que le jeune pouvoir des soviets rencontra, en décrétant ouverte la campagne dès 1919, au milieu des difficultés dues à la guerre et à la liquidation de la contre-révolution, des résistances qui empêchèrent une mise œuvre efficace<sup>3</sup>.

### 3° Idéologiques

On voit bien que, dans une telle perspective, la lutte contre l'analphabétisme est nécessairement soumise, en ce qui concerne le contenu de l'enseignement proprement dit (directives pour l'alphabétiseur et "leçons" à destination de l'analphabète), à l'élaboration d'une ligne idéologique précise. Autrement dit au choix des principes fondamentaux à partir et à travers desquels se réalisera l'indispensable éducation politique. Car, afin d'intéresser, au sens fort du terme, l'adulte, il ne suffit pas de remplacer "bébé fait dodo" par n'importe quel motif "pédagogique", encore convient-il que l'enseignement soit radicalement axé sur ses préoccupations professionnelles et politiques et orienté vers une participation étroite à l'effort révolutionnaire. De telle sorte que tout naturellement la campagne vienne prendre appui sur les réalisations économiques déjà entreprises et mieux encore sur la doctrine qui leur confère signification.

Par où, on le voit, la question de langue devient secondaire, le socialisme pouvant se communiquer en arabe comme en français, ou en espagnol et en chinois...

### 4° Techniques.

La lutte, d'autre part, suppose un certain nombre d'enquêtes préalables, tendant à établir ce que l'on pourrait appeler une carte de l'analphabétisme. Et celle-ci devrait donner les résultats suivants :

- pourcentage des analphabètes

a) total

b) dans les villes et dans les campagnes

---

<sup>3</sup> La campagne d'alphabétisation en U.R.S.S. s'étendit, compte tenu d'autre part de l'étendue du territoire, sur une douzaine d'années.

c) par région : on pourrait ici utiliser le découpage des inspections académiques.

-détermination des zones de langages : on constaterait de la sorte, sur statistiques, quelles possibilités sont offertes à une alphabétisation qui tiendrait compte des réalités, qu'elles soient linguistiques, psychologiques ou sociales. Exemple : telle population parlant en fait l'arabe ou désirant pratiquer l'arabe. Les méthodes dès lors s'adaptent aux réalités concrètes, selon les populations et les disponibilités en encadrement, car ce qui importe c'est de savoir lire et écrire, en arabe, en français ou peut-être même en espagnol (Oranie) ou en italien (Bône). On ne peut préjuger, étant entendu que le contenu sera le même ; étant entendu surtout que l'alphabétisation proprement dite n'est qu'une première étape à partir de laquelle tout devient possible, le monolinguisme comme le bilinguisme ou le plurilinguisme ; ce qui n'a rien de spécifiquement algérien.

- recensement du vocabulaire de base : il se fait à partir du langage parlé. Il permet d'établir la fréquence des termes utilisés, qu'il s'agisse du langage dit "courant", ou des mots techniques (en relation avec telle ou telle pratique sociale, culture ou industrie, par exemple), ou des termes nés de la révolution (noms de héros, de lieux, vocabulaire politiques, etc...). Et aussi les différents degrés qui vont de l'analphabétisme intégral au semi-analphabétisme (connaissance empirique des lettres ou de certains mots, par exemple).

### III Les principes.

Il est alors facile de déterminer les principes sur lesquels la campagne d'alphabétisation viendra s'appuyer.

1°) La préparation : il faut prendre le temps de la mise en place. Ne pas craindre d'occuper le temps qu'il faudra aux recherches et aux conditions préliminaires : l'empirisme de l'immédiateté, ni les belles études "sur le papier" ne réussissent la lutte ; on l'a vu ailleurs. Bien au contraire toute tentative prématurée, c'est-à-dire ignorant les réalités, ne conduit qu'à l'échec ; alors que ce qui importe, c'est qu'une fois donné le "feu vert", comme on dit volontiers aujourd'hui, l'on aille jusqu'au bout, sans défaillances, avec la certitude authentiquement rationnelle d'accomplir la Révolution.

2°) La centralisation : il est tout-à-fait nécessaire de centraliser l'entreprise, de la planifier à tous les échelons. Afin qu'à tout instant il y ait unité de doctrine et unité de contrôle. L'affaire est trop capitale pour n'être pas un souci d'Etat et un devoir

national. Il ne s'agit pas seulement des principes de base mais de l'enseignement lui-même dont le contenu doit être homogène partout. C'est ainsi, par exemple, que l'alphabétiseur ne doit pas être uniquement recruté en fonction de critères pédagogiques ou professionnels, mais aussi essentiellement en fonction de critères politiques : il doit être un militant révolutionnaire, convaincu de l'importance de sa mission et susceptible de convaincre autrui. Il n'a pas à s'imposer mais à se faire adopter, comme un frère parmi d'autres. Il a à être convaincu et à convaincre que sa tâche va bien au-delà d'apprendre à lire et à écrire ; qu'elle tend à libérer par la transformation même des rapports sociaux et des rapports familiaux : promotion de l'enfant, promotion de la femme, liquidation des préjugés et chasse à l'ignorance. Le gouvernement, éventuellement, sera libre de décider si des sanctions légales doivent être prises à l'encontre de ceux qui s'opposent de quelque manière que ce soit à l'alphabétisation ou si l'on peut se contenter des campagnes d'explication.

3°) La mobilisation : un rôle fondamental, à toutes les étapes, est dévolu aux organisations de masse, syndicats, unions de jeunes, étudiants, femmes, organismes coopératifs, anciens combattants, anciens détenus, etc. ; et, avant tout, au parti auquel revient par excellence le devoir d'impulser toute action. Et ce rôle doit s'exercer aussi bien au moment de la préparation de la campagne (recensement sous toutes ses formes) que pendant (explications, exemple, encadrement, initiative) ; et même après, afin de poursuivre l'alphabétisation par une promotion massive ouvrière et paysanne, sans laquelle la nation ne disposera pas des cadres dont, dans tous les domaines elle a besoin, l'alphabétisation proprement dite n'étant et ne pouvant être qu'une étape.

#### IV) Les moyens.

Il est malaisé de dire ce qu'ils seront, avant même de disposer de tous les éléments du dossier. On peut cependant affirmer qu'eu égard à l'importance de la question, ils seront considérables et pourront faire appel à l'ensemble des procédés :

- Personnel : la quasi-totalité de l'enseignement public, c'est-à-dire maîtres et élèves (dès l'âge de 11 ans un enfant peut se voir confier le rôle d'alphabétiseur), grossie éventuellement d'autres couches de la population instruite (administration, employés, ouvriers).

- Information : éditions à prix très réduits, journaux, moyens audio-visuels, etc.

- Toute décision qui paraît nécessaire, y compris le recours aux décisions d'autorité (réquisition, réduction de l'année scolaire, etc.).

On voit de la sorte que l'ampleur de la tâche ne saurait s'accommoder de n'importe quelle initiative et que la seule bonne volonté sans guide ne suffit pas. Il y a, en Algérie, environ 85% d'analphabètes : on peut, à bon droit, parler de "mobilisation" ; mais on devra l'entendre au sens strict, celui de la levée d'une armée contre l'ignorance. Il n'est pas pour un peuple avide de sa propre liberté de devoir plus exaltant.